

<b>PERMIS DE STATIONNEMENT</b> <b>N°MP-2025-0746-03</b>	
Type(s) d'occupation : <b>Manifestation festive</b>  Emprise : <b>Buvette : 6 m<sup>2</sup></b> <b>2 food-trucks (forfaits)</b> <b>Électricité : 2 x 5 Kw (forfait 1/2 journées)</b>	Adresse(s) de l'occupation : <b>allée Alfred de Musset</b>

Affaire suivie par : Mounia OUJJIT

**Pétitionnaire :**  
**ASSOCIATION ARCOLAN / LOS BASCOS**  
**MADAME CLAPISSON MICHAELLA**  
10 RUE JACQUES LAFFITTE  
64100 BAYONNE

## LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 et L.2125-1 ;  
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu la demande par laquelle le pétitionnaire sollicite l'autorisation d'occuper le Parc Beaumont allée Alfred de Musset afin d'organiser la manifestation nommée « Marche des Fiertés 2025 » ;  
Considérant qu'il appartient au Maire de veiller à la préservation et au respect de l'usage du domaine public communal ;  
Considérant qu'il lui appartient d'assurer la sûreté et la sécurité publiques en garantissant la commodité de passage sur la voie publique ;  
Considérant qu'il convient de prendre des mesures de protection pour prévenir les accidents en réglementant cette manifestation ;

## ARRÊTE :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Le **Samedi 27 Septembre 2025 de 14h00 à 22h00**, le pétitionnaire est autorisé à occuper le Parc Beaumont allée Alfred de Musset afin d'y installer une buvette, deux Food-trucks ainsi que des barnums dans le cadre de la manifestation nommée « Marche des Fiertés 2025 ».

Le pétitionnaire doit se conformer aux dispositions suivantes :

- Prescriptions du rapport du Service Prévention des Risques joint au présent arrêté (**PO 4772**).
- La libre circulation des piétons doit être impérativement maintenue.
- Le pétitionnaire doit être en possession de cette autorisation de façon à être en mesure de la présenter aux services en charge du contrôle de l'occupation du domaine public.
- Dès la fin de la manifestation, le pétitionnaire s'engage à débarrasser la voie publique de tout dépôt.

**ARTICLE 2** – Le pétitionnaire doit s'acquitter de la somme correspondant à la redevance d'occupation du domaine public, ainsi qu'aux droits fixes, tels que déterminés chaque année par décision du Maire.

**ARTICLE 3** – La présente autorisation est personnelle et incessible. Le pétitionnaire est seul responsable tant envers la Ville de Pau qu'envers les tiers de tout accident, dégâts ou dommages de quelque nature que ce soit pouvant résulter de son activité. Les droits des tiers sont expressément réservés.

En cas de détérioration, dégradation, salissure du domaine public dûment constatées, la Commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du pétitionnaire après mise en demeure restée sans suite.

**ARTICLE 4** – La présente autorisation est précaire et révocable à tout moment sans indemnité ni délai pour des motifs d'intérêt général notamment la réalisation de travaux de voirie, le maintien de l'ordre ou de la tranquillité publique.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa notification au pétitionnaire.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Trésorier Principal Municipal, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Pau, le 24 septembre 2025